



منظمة الأغذية  
والزراعة  
للأمم المتحدة

联合国  
粮食及  
农业组织

Food  
and  
Agriculture  
Organization  
of  
the  
United  
Nations

Organisation  
des  
Nations  
Unies  
pour  
l'alimentation  
et  
l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная  
организация  
Объединенных  
Наций

Organización  
de las  
Naciones  
Unidas  
para la  
Agricultura  
y la  
Alimentación

## COMITÉ DES PÊCHES

### Vingt-huitième session

Rome, 2 – 6 mars 2009

**SUITE DONNÉE AUX RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR  
LE COMITÉ DES PÊCHES À SA VINGT-SEPTIÈME SESSION  
Rome (Italie), 5 – 9 mars 2007**

À sa vingt-septième session, tenue en mars 2007, le Comité des pêches a formulé un certain nombre de recommandations à l'intention du Secrétariat et des Membres de l'Organisation. Le présent document résume les mesures prises par le Département des pêches et de l'aquaculture de la FAO, le plus souvent en collaboration avec les Membres, pour donner suite aux principales recommandations adressées au Secrétariat.

Les numéros qui figurent entre parenthèses aux sections (**R**) (requête/recommandation) ci-dessous renvoient aux paragraphes correspondants du rapport de la vingt-septième session du Comité; les sections (**A**) indiquent, selon qu'il convient, le point de l'ordre du jour au titre duquel la question considérée doit être examinée, ainsi que le document approprié (entre parenthèses).

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org)

**RAPPORT INTÉRIMAIRE SUR L'APPLICATION DU CODE DE CONDUITE POUR UNE PÊCHE RESPONSABLE ET DES PLANS D'ACTION INTERNATIONAUX CONNEXES ET DE LA STRATÉGIE VISANT À AMÉLIORER L'INFORMATION SUR LA SITUATION ET LES TENDANCES DES PÊCHES DE CAPTURE**

- R. Renforcer la mise en oeuvre du Plan d'action international (PAI) sur les oiseaux de mer en préparant des directives techniques sur les pratiques optimales de façon à appuyer l'élaboration des plans d'action nationaux (PAI) (par. 14, 80)**
- A. Une consultation d'experts intitulée « Directives techniques sur les meilleures pratiques à l'appui des PAI/PAN – oiseaux de mer » s'est tenue à Bergen (Norvège) du 2 au 5 septembre 2008. Le rapport de la consultation d'experts a été publié en tant que Rapport FAO sur les pêches et l'aquaculture No. 880. Un examen et une évaluation des mesures de réduction des prises accidentelles d'oiseaux de mer dans les pêches à la palangre, au chalut et au filet maillant ont également été publiés (Circulaire de la FAO sur les pêches et l'aquaculture N° 1040).
- R. Présenter à la onzième session de la Commission FAO des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, en juin 2007, un programme général pluriannuel et une demande de financement extérieur pour la gestion des ressources génétiques dans le domaine des pêches et de l'aquaculture (par. 19)**
- A. La FAO a élaboré des stratégies et des directives pour la gestion des ressources génétiques et a participé avec le CRGAA à une consultation d'experts sur le changement climatique et les ressources génétiques et à la préparation de documents pour la mise en oeuvre de leur programme de travail.
- R. Renforcer le rôle de la FAO concernant l'établissement d'une base mondiale de données statistiques sur les pêches de capture (par. 20)**
- A. Depuis septembre 2008, la FAO s'emploie à mettre au point un système de diffusion intégré de diverses statistiques sur les captures à jour tenu par les ORPG et la FAO avec l'appui du Fonds japonais. Le prototype devrait être présenté à la vingt-troisième session du Groupe de travail chargé de coordonner les statistiques des pêches (CWP), en février 2010, pour examen et retour d'information, avant sa mise à disposition au public.
- R. Suivre l'application des Articles 9 et 11 du Code de conduite (par. 21)**
- A. Une vue d'ensemble et une analyse de l'application des dispositions relatives à l'aquaculture et à la pêche fondée sur l'élevage (Article 9) du Code de conduite pour une pêche responsable ont été effectuées et présentées au Sous-Comité de l'aquaculture à sa quatrième session, tenue au Chili en octobre 2008. Pour résumer, au cours du dernier exercice biennal, les enquêtes réalisées ont montré une certaine amélioration dans l'application des dispositions du Code intéressant l'aquaculture et la pêche fondée sur l'élevage. Toutefois, la faible participation et la qualité insuffisante des réponses n'ont pas permis de procéder à une analyse représentative de l'ensemble du secteur. L'amélioration de la procédure de notification est donc jugée importante et opportune. Une proposition préconisant un mécanisme révisé d'établissement de rapports sous forme de questionnaire interactif a aussi été présentée au Sous-Comité de l'aquaculture. Elle a été bien accueillie par le Sous-Comité qui a recommandé qu'une version pilote révisée du questionnaire soit mise à l'essai dans plusieurs régions, aux conditions environnementales différentes afin de garantir que le questionnaire soit applicable dans le monde entier.

Le Sous-Comité du commerce du poisson est convenu qu'il faudrait prévoir un questionnaire distinct pour suivre l'application de l'Article 11 (Pratiques après capture et commerce) du Code de conduite pour une pêche responsable. Le Sous-Comité a également demandé que le questionnaire soit biennal et mis à jour pour tenir compte de l'évolution récente de la situation et de la nature dynamique du commerce des produits de la pêche.

***R. Fournir une coopération et des compétences techniques à l'appui des négociations en cours à l'OMC sur les subventions octroyées au secteur de la pêche et être disposée, le cas échéant, à contribuer à l'application des disciplines qui régiront les subventions accordées au secteur des pêches (par. 40)***

- A. La FAO a fourni une coopération et des compétences techniques sur des thèmes liés aux négociations en cours sur les subventions accordées au secteur de la pêche au Groupe de négociation sur les règles de l'OMC.

**DÉCISIONS PRISES ET RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LE SOUS-COMITÉ DU COMMERCE DU POISSON DU COMITÉ DES PÊCHES À SA DIXIÈME SESSION**

***R. Continuer de fournir une assistance et des conseils techniques afin d'améliorer l'accès aux marchés des pêches artisanales des pays en développement (par. 33)***

- A. Des conseils et une assistance techniques ont été fournis afin d'améliorer l'accès aux marchés des pêches artisanales des pays en développement. Cette assistance inclut, notamment, des informations sur les marchés et des analyses des prix et des tendances. Des ateliers ont aussi été organisés pour expliquer les conditions d'accès aux marchés et divers faits récents concernant le commerce (écoétiquetage, normes privées, etc.). En outre, le Fonds commun pour les produits de base a financé des projets visant à promouvoir le développement du secteur à valeur ajoutée dans les pays en développement.

***R. Évaluer, après chaque Conférence des parties à la CITES, l'impact des recommandations du Groupe consultatif d'experts (par. 35)***

- A. Avec l'approbation du Comité des pêches à sa vingt-sixième session, le Sous-Comité est convenu à sa dixième session que la FAO devrait charger un groupe consultatif spécial d'experts d'évaluer les propositions d'inscription soumises à la Conférence des parties à la CITES à sa quatorzième session et à ses sessions suivantes. Il a également été convenu que le Sous-Comité devrait, à l'issue de chaque conférence des parties à la CITES, vérifier si les recommandations du Groupe consultatif avaient été prises en considération et, dans la négative, les raisons d'un tel refus.

Le deuxième groupe consultatif spécial s'est réuni à Rome (Italie) du 26 au 30 mars 2007, auprès de la FAO, grâce à un financement du Programme ordinaire de la FAO et du projet de fonds fiduciaire « La CITES et les espèces aquatiques exploitées à des fins commerciales ». Le Groupe était composé d'un noyau de neuf membres, de treize experts des espèces et de la mise en oeuvre, d'un membre du Secrétariat CITES, et de membres du Secrétariat de la FAO. Il a examiné sept propositions, soumises à la Conférence des Parties, à sa quatorzième session (La Haye, 3 - 15 juin 2007).

Le Groupe spécial a appuyé l'inscription de l'anguille européenne (*Anguilla anguilla*) à l'Annexe II (commerce contrôlé) et celle de toutes les espèces de poissons-scies (*Pristidae*) à l'Annexe I (aucune transaction commerciale autorisée). Il n'a pas approuvé les cinq autres propositions concernant l'inscription d'espèces à l'Annexe II parce que, d'après son évaluation, les espèces visées ne répondaient pas aux critères biologiques spécifiés dans la

résolution Conf. 9.24 (Rev. CoP-13) de la CITES pour l'inscription à l'Annexe II des espèces aquatiques exploitées à des fins commerciales.

Contrairement aux évaluations du Groupe consultatif spécial de la FAO, les recommandations formulées de manière indépendante par le Secrétariat de la CITES au sujet des propositions d'inscription tendaient à ce qu'à l'exception des langoustes, les six autres propositions d'inscription soient acceptées par les Parties à la CITES. De l'avis du Secrétariat de la FAO, les recommandations divergentes du Secrétariat de la CITES n'étaient pas compatibles avec les critères biologiques convenus pour l'inscription des espèces exploitées à des fins commerciales, tels qu'énoncés dans la résolution Conf. 9.24 (Rev.CoP-13) de la CITES. Après plusieurs tentatives infructueuses de régler ces divergences par un échange de lettres entre les deux Secrétariats, avant la session de la Conférence des Parties, la question a été portée séparément, par chaque Secrétariat, à l'attention des membres du Comité des pêches et des Parties à la CITES.

Après de longs débats durant la quatorzième réunion de la Conférence des Parties, les décisions prises par les Parties au sujet des propositions d'inscription d'espèces aquatiques faisant l'objet d'une exploitation commerciale ont toutes été alignées sur les recommandations du Groupe spécial de la FAO. Deux propositions ont été acceptées (anguille européenne et poissons-scies) et cinq ont été rejetées (aiguillat commun, requin taupe commun, coraux rouges) ou retirées par leurs promoteurs (apogon de Kaudern et populations brésiliennes de langoustes).

***R. Directives internationales pour l'étiquetage écologique du poisson et des produits des pêches de capture continentales (par. 36)***

- A. À sa onzième session, le Sous-Comité du commerce du poisson est convenu d'organiser une autre Consultation d'experts pour continuer à travailler sur le projet de directives internationales pour l'étiquetage écologique du poisson et des produits des pêches de capture continentales.

***R. Organiser une consultation technique chargée d'examiner les directives techniques pour un commerce responsable du poisson (par. 37)***

- A. Cette Consultation technique s'est réunie à Rome du 5 au 7 novembre 2007. Elle n'a pas pu, faute de temps, achever son examen du projet de directives et a ajourné ses travaux. Les paragraphes restants ont été adoptés lors d'une reprise de la Consultation technique organisée à Brême (Allemagne) les 2 et 3 juin 2008. À sa onzième session, le Sous-Comité du commerce du poisson a adopté les directives techniques pour un commerce responsable du poisson et a recommandé leur publication.

**DÉCISIONS PRISES ET RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LE SOUS-COMITÉ DE L'AQUACULTURE DU COMITÉ DES PÊCHES À SA TROISIÈME SESSION**

***R. Élaborer des directives sur la certification des produits de l'aquaculture (par. 49)***

- A. Le projet de directives techniques sur la certification des produits de l'aquaculture a été présenté au Sous-Comité de l'aquaculture du Comité des pêches à sa quatrième session, tenue au Chili en octobre 2008. Le Sous-Comité a demandé à la FAO d'inviter les membres à faire part de leurs observations sur l'actuel projet de directives au plus tard le 31 janvier 2009 et d'intégrer ces observations dans un nouveau projet de directives, qui serait envoyé aux Membres de l'Organisation au plus tard le 31 mars 2009. Cette version révisée serait examinée à l'occasion d'une consultation technique qui se tiendrait dès que possible en 2009. À sa vingt-huitième session, en mars 2009, le Comité des pêches sera invité à envisager de

déléguer à la consultation technique le pouvoir de parachever et d'adopter les directives. Le Secrétariat a été en contact étroit avec les Membres comme il avait été demandé.

**R. *Poursuivre les activités liées à la création de réseaux régionaux d'aquaculture en Afrique et en Amérique (par. 50)***

- A. Depuis la vingt-septième session du Comité des pêches, la FAO s'emploie à faciliter la création de réseaux régionaux d'aquaculture.

À sa quatorzième session, le Comité des pêches continentales pour l'Afrique (CPCA) (Accra, Ghana, novembre 2006) a approuvé à l'unanimité la mise en place d'un groupe de travail spécial sur un Réseau aquacole pour l'Afrique (ANAF). Ce groupe a été chargé d'évaluer les conditions dans lesquelles l'ANAF pourrait fournir les compétences, technologies et informations indispensables au développement de l'aquaculture dans la région, étant entendu que les ressources nécessaires à son établissement devraient provenir des pays membres. Le groupe de travail a tenu trois réunions à Kribi (Cameroun), les 28 et 29 juin 2007, à Akosombo (Ghana), du 23 au 25 juillet 2008 et à Jinja (Ouganda), du 26 au 28 août 2008) avec les principaux pays et des représentants d'organisations partenaires telles que le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), l'Organisation des pêches du Lac Victoria (LVFO), le WorldFish Center, des institutions du Kenya, de la Tanzanie et de l'Afrique du Sud et l'Office allemand de la coopération technique (GTZ) (qui a financé les deux derniers ateliers). Les membres du Groupe de travail ont entrepris les tâches assignées, dont la rédaction d'un mandat et d'un plan de travail pour le groupe, la rédaction d'un mandat pour le réseau (ANAF), l'examen de la situation dans les pays représentés au sein du groupe de travail et la préparation des éléments d'un projet à l'appui de l'ANAF. En conclusion, un processus progressif a été proposé, dans lequel l'ANAF verrait le jour sous la forme d'un projet modeste et se développerait peu à peu, ce qui permettrait de reporter à une date ultérieure la prise de décisions concernant les arrangements institutionnels finals. Il a été reconnu que l'établissement de l'ANAF prendrait du temps, que le Groupe de travail avait d'autres tâches à mener à bien et qu'il faudrait veiller à assurer à l'ANAF un financement approprié.

En Amérique latine, la FAO a promu le réseau aquacole à l'aide de différents mécanismes dont des ateliers régionaux, des activités de la Commission des pêches continentales pour l'Amérique latine (COPESCAL), des études et d'autres travaux. Deux initiatives ont été lancées récemment. Durant la quatrième session du Sous-Comité de l'aquaculture du Comité des pêches, plusieurs membres ont reconnu qu'il était judicieux de créer des réseaux aquacoles et ont aussi souligné l'importance d'établir un Réseau aquacole pour les Amériques (ANA). Tous les pays de l'Amérique présents ont insisté sur la nécessité d'officialiser le Réseau aquacole pour les Amériques (ANA) afin de pouvoir traiter des problèmes communs à tous les pays de la région, comme l'échange de technologies et l'accès facilité aux marchés.

La FAO organise une réunion pour tous les pays de la région qui souhaitent faire partie du réseau aquacole. Cette réunion est prévue pour juin 2009; elle devrait déboucher sur un protocole d'accord et un plan d'action concret pour l'ANA avec des activités à court, moyen et long termes. Ce plan est actuellement préparé par la FAO en consultation avec des pays membres.

**CONSIDÉRATIONS D'ORDRE SOCIAL CONCERNANT LA PÊCHE ARTISANALE**

**R. *Envisager d'organiser une vaste Conférence internationale consacrée spécifiquement à la pêche artisanale (par. 62)***

- A. Une Conférence mondiale sur la pêche artisanale intitulée « Pour une pêche artisanale durable: associer pêche responsable et développement social » s'est tenue à Bangkok

(Thaïlande), du 13 au 17 octobre 2008. Elle était organisée conjointement par la FAO et le Gouvernement royal de Thaïlande, sous les auspices du Centre de développement des pêches de l'Asie du Sud-Est (SEAFDEC) et du WorldFish Center. La Conférence a porté sur un large éventail de questions, notamment le développement social et économique et les droits de la personne. Une attention particulière a été prêté à la protection des droits des artisans-pêcheurs et de leur communauté, ainsi que des peuples autochtones, en ce qui concerne l'accès aux ressources halieutiques côtières et intérieures qui constituent ou étaient leurs moyens de subsistance et l'exploitation de ces ressources.

**LUTTER CONTRE LA PÊCHE ILLICITE, NON DÉCLARÉE ET NON RÉGLEMENTÉE GRÂCE AU SUIVI, AU CONTRÔLE ET À LA SURVEILLANCE, AUX MESURES DU RESSORT DE L'ÉTAT DU PORT ET À D'AUTRES MOYENS**

***R. Continuer d'apporter une assistance technique aux États membres pour la mise au point de plans d'action nationaux contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et de programmes de suivi, de contrôle et de surveillance (par. 65)***

- A. Une part importante des activités de la FAO visant à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée a trait à la mise au point de plans d'action nationaux contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. Une série d'ateliers visant à aider les pays à élaborer des plans nationaux s'est achevée en 2007. Une assistance technique continue d'être fournie aux Membres, sur leur demande, pour l'élaboration de plans nationaux. Des plans régionaux de lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée sont également encouragés, le cas échéant.

***R. Élaborer un nouvel instrument juridiquement contraignant sur les mesures du ressort de l'État du port (par. 68)***

- A. Une Consultation d'experts chargée d'élaborer un instrument juridiquement contraignant sur les mesures du ressort de l'État du port s'est tenue à Washington (États-Unis d'Amérique), du 4 au 8 septembre 2007. Les conclusions de cette Consultation d'experts ont constitué la base des négociations qui ont eu lieu lors de la Consultation technique chargée d'élaborer un instrument juridiquement contraignant sur les mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, organisée au Siège de la FAO, à Rome, en juin 2008. La Consultation n'a pu achever ses travaux et reprendra à Rome en janvier 2009. Une réunion technique informelle, à participation non limitée, s'est tenue à Rome, en novembre 2008, pour revoir les annexes au projet d'instrument.

***R. Convoquer une Consultation d'experts sur un registre mondial et exhaustif des navires de pêche (par. 70)***

- A. Une Consultation d'experts sur l'établissement d'un registre mondial et exhaustif des navires de pêche s'est tenue à Rome du 25 au 28 février 2008. Les experts ont noté la vaste gamme d'avantages offerts par un Registre mondial et ont recommandé d'accorder à l'établissement d'un tel registre un rang de priorité élevé. Ils ont aussi mentionné une série d'activités intérimaires à entreprendre pour fournir au Comité des pêches des informations sur des questions conceptuelles et techniques. Le Gouvernement du Royaume-Uni a appuyé ce programme d'activités dont un résumé sera envoyé au Comité des pêches.

***R. Envisager l'organisation d'une consultation d'experts sur la responsabilité des États du pavillon (par. 71)***

- A. Des fonds ont été obtenus pour une Consultation d'experts sur la conduite des États du pavillon, qui se tiendra au Siège de la FAO, à Rome, en juin 2009.

**MISE EN OEUVRE DE L'APPROCHE ÉCOSYSTÉMIQUE DES PÊCHES, Y COMPRIS EN CE QUI CONCERNE LES PÊCHES EN EAUX PROFONDES, LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ, LES DÉBRIS MARINS ET LES ENGINS DE PÊCHE PERDUS OU ABANDONNÉS**

***R. Procéder à une étude d'identification des principales questions associées au changement climatique et aux pêches (par. 76)***

- A. Un atelier d'experts sur les incidences du changement climatique sur les pêches et l'aquaculture a été organisé (Rome, 7-9 avril 2008) dans le but d'identifier les principales questions et options, telles que résumées dans le Rapport FAO sur les pêches, N° 870. L'impact du changement climatique sur les écosystèmes, les moyens d'existence et la sécurité alimentaire a été analysé et des mesures pertinentes ont été définies afin d'atténuer la contribution du secteur à l'émission de gaz à effet de serre et d'augmenter son adaptabilité. Selon les experts, il est particulièrement urgent 1) de mieux comprendre les interactions entre le changement climatique, les pêches et l'aquaculture et la sécurité alimentaire et des moyens d'existence et 2) d'intégrer les cadres politiques, juridiques et opérationnels aux niveaux national, régional et international. Un résumé des incidences du changement climatique et des options stratégiques a été communiqué à la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale et les défis du changement climatique et des bioénergies (Rome, 3-5 juin 2008). Un document technique sur les pêches qui fait état des connaissances actuelles sur les impacts physiques et écologiques du changement climatique, leurs incidences sur les pêches de capture et l'aquaculture, et les mesures d'atténuation et d'adaptation appropriées, a été publié.

Un colloque international sur «l'adaptation aux changements mondiaux des systèmes socio-écologiques marins», organisé conjointement par GLOBEC (Programme sur la dynamique de l'écosystème océanique mondial) et EUR-Oceans (Réseau d'excellence européen pour l'analyse des écosystèmes océaniques) s'est tenu à Rome, du 8 au 11 juillet 2008. Ce colloque visait essentiellement à faciliter l'échange des données d'expérience entre disciplines et à déterminer les prochaines étapes à suivre ainsi que les éléments et processus communs à adopter pour accroître la capacité de récupération des systèmes socio-écologiques marins confrontés aux changements mondiaux.

La FAO, WorldFish et la Banque mondiale organisent conjointement une réunion de coordination sur les effets du changement climatique, l'adaptation à ces effets et leur atténuation dans le secteur des pêches et de l'aquaculture qui se tiendra à Rome du 9 au 11 mars 2009. Parmi les invités figurent d'autres organisations des Nations Unies, des organisations intergouvernementales, des organes régionaux travaillant dans des zones vulnérables et des ONG compétentes. Cette réunion a pour but de donner aux organisations et organismes internationaux à l'origine d'initiatives visant à faire face aux menaces que fait peser le changement climatique sur les pêches et l'aquaculture l'occasion d'examiner leurs programmes de travail et de s'entendre sur les moyens d'améliorer leur coordination et leur coopération, y compris avec d'autres secteurs, afin de tirer le meilleur parti de leurs efforts collectifs et de leurs maigres ressources.

***R. Convoquer une consultation d'experts, au plus tard en août 2007, pour préparer un projet de directives techniques, y compris des normes de gestion de la pêche profonde en haute mer (par. 77)***

- A. Deux consultations d'experts sur la gestion de la pêche profonde en haute mer ont été organisées en juin et septembre 2007, respectivement. Ces consultations, ainsi que plusieurs ateliers et études, ont ouvert la voie à l'organisation d'une Consultation technique sur des Directives internationales pour la gestion de la pêche profonde en haute mer. Cette

Consultation a été organisée en deux sessions (Rome, 4-8 février et 25-29 août 2008), durant lesquelles les Directives ont été examinées et adoptées.

**R. Consultation avec l'OMI sur les débris marins (par. 78)**

- A. La FAO continue d'examiner la question des débris marins avec l'OMI par l'intermédiaire du Groupe de correspondance, établi par le Comité de la protection du milieu marin à sa cinquante-cinquième session, en 2006, et chargé d'élaborer le cadre, la méthode de travail et le calendrier d'un examen complet de l'Annexe V de MARPOL et des directives pour sa mise en oeuvre. La FAO s'est aussi penchée sur la question des débris marins par le biais du Groupe de travail spécial FAO/OMI sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et les questions connexes. Le Groupe de correspondance présentera son rapport final au Comité à l'occasion de la cinquante-neuvième session du Comité de la protection du milieu marin, qui se tiendra à Londres, du 13 au 17 juillet 2009. Par l'intermédiaire de ces instances, la FAO a exprimé son inquiétude au sujet des engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés d'autres manières. Elle a fait parvenir au Groupe de correspondance les résultats de l'étude FAO/PNUE intitulée « Abandoned, Lost or Otherwise Discarded Fishing Gears » (Engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés d'autres manières) (Document technique sur les pêches N° 523).

**R. Parachever les directives techniques pour la conception, la mise en oeuvre et l'expérimentation des ZMP (Zones marines protégées) en ce qui concerne les pêches (par. 79)**

- A. Une version provisoire des Directives techniques pour les zones marines protégées sera mise à la disposition du Comité des pêches. Le document présentera les questions récentes et complexes liées à l'utilisation des zones marines protégées, sous diverses formes, pour la gestion des pêches et d'autres objectifs. Une série mondiale d'études de cas examinant les enseignements tirés de l'application des ZMP du point de vue de la gouvernance et des questions institutionnelles est en cours de finalisation et sera utilisée pour compléter la version finale des directives.

**R. Poursuivre les travaux sur la cartographie de la biodiversité (par. 81)**

- A. La FAO a poursuivi ses travaux sur la cartographie de la biodiversité par le biais du Programme d'identification et de documentation des espèces. Néanmoins, cette activité importante souffre d'un financement budgétaire très limité.

**R. Continuer de collaborer avec l'OMI pour assurer la sécurité en mer (par. 82)**

- A. Actuellement, la FAO travaille avec l'OIT et l'OMI à l'élaboration de nouvelles normes de sécurité pour les petits bateaux de pêche non couverts par le Code de sécurité et les Directives volontaires révisées FAO/OIT/OMI. Ces travaux, qui comprennent également l'élaboration de nouvelles lignes directrices pour aider les autorités compétentes à appliquer la Partie B du Code de sécurité, les Directives volontaires et les Recommandations sur la sécurité, devraient s'achever en 2010.

La FAO a participé activement à l'élaboration de la Convention n° 188 de l'OIT concernant le travail dans le secteur de la pêche et de sa Recommandation n° 199, qui ont été adoptées en 2007. La FAO a également aidé l'OMI à accélérer l'entrée en vigueur du Protocole de Torremolinos de 1993. L'activité connexe la plus récente est l'élaboration par l'OMI d'un nouvel Accord sur la mise en oeuvre du Protocole. Elle fait suite à la deuxième réunion du groupe de travail spécial FAO/OMI sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et les questions connexes, qui a eu lieu au siège de la FAO en juillet 2007.



Une Consultation d'experts sur les meilleures pratiques en matière de sécurité en mer dans le secteur des pêches s'est tenue à Rome, du 10 au 13 novembre 2008 pour élaborer un projet de directives sur les meilleures pratiques afin d'améliorer la sécurité en mer dans le secteur des pêches. La Consultation d'experts a pris note avec intérêt de la qualité des conclusions des récents ateliers régionaux sur la sécurité en mer (le plus récent étant l'Atelier régional de la FAO sur la sécurité en mer dans la pêche artisanale en Amérique latine et dans les Caraïbes, tenu à Païta, au Pérou, en juillet 2007) et a proposé que les directives en tiennent compte. La Consultation a également reconnu que la gestion des pêches avait des effets tant indirects que directs sur la sécurité de la pêche et a vivement recommandé l'élaboration d'un PAI sur la sécurité dans le secteur des pêches, dont les directives, une fois élaborées, feraient partie intégrante.

La FAO gère actuellement un programme mondial sur la sécurité en mer des artisans-pêcheurs dans les pays en développement. Financé par l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA) avec l'appui de l'Administration maritime suédoise (SMA), il vise à améliorer les moyens de subsistance des communautés d'artisans-pêcheurs en réduisant le nombre d'accidents en mer et en atténuant leurs effets.